

### SOMMAIRE

En ciblant l'UNRWA, Trump s'attaque aux droits des réfugiés.....	2
The Blue ID .....	4
Questionnements après la publication des résultats du recensement des réfugiés palestiniens au Liban .....	5
Evry Palestine. La ludothèque du camp de Khan Younis .....	7
Nazim, notre ami.....	8

Nul doute que, pour les partisans du projet sioniste, l'anniversaire de la création de l'État d'Israël sera un moment fort utile pour légitimer la politique d'occupation du territoire palestinien. À leurs yeux, le processus colonial est irréversible et doit s'étendre au point que les Palestiniens ne puissent plus revendiquer en guise de territoire que de ridicules bantoustans à peine reliés entre eux. Au point que l'idée même d'un État palestinien ne soit plus envisageable.

La déclaration de Donald Trump reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël permet à Benjamin Netanyahu de revoir à la hausse, politiquement et juridiquement, ses ambitions d'annexer encore plus de territoires palestiniens. C'est le moment pour son gouvernement d'accentuer en toute impunité, grâce à cette complicité américaine, les expropriations et les déplacements forcés de population. La condition pour réaliser un tel objectif, c'est que le gouvernement de l'ultra droite israélienne fasse taire les mouvements de résistance populaire qui s'opposent à lui. Pour cela, la manière forte reste de mise avec son lot d'humiliations, d'emprisonnements et d'assassinats commis par les forces armées d'occupation.

## 1948-2018 PLUS QUE JAMAIS AVEC LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS !

Pour le peuple palestinien qui résiste à l'occupation et pour le mouvement de solidarité qui le soutient, il n'y a rien à commémorer si ce n'est le souvenir de la Nakba. Cette « catastrophe », commencée dès avant 1948, processus d'épuration ethnique qui a chassé près de 80 % de la population palestinienne de chez elle, n'a jamais réellement cessé. Près de 6 millions de Palestiniens sont des réfugiés, dans leur propre pays en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, dans les pays voisins, et ailleurs dans le monde. Réfugiés de 1947-49, réfugiés de 1967, réfugiés de toutes les guerres, au Liban

dans les années 1980 ou en Syrie aujourd'hui, hommes et femmes qui, de génération en génération, se transmettent l'espoir d'un retour en Palestine. Donald Trump s'attaque aux réfugiés en menaçant l'UNRWA d'asphyxie financière, et Netanyahu renchérit pour remettre en cause cette institution onusienne et, par là même, le droit au retour pourtant inscrit dans les résolutions de l'ONU depuis 1948. Ils parient sur l'immobilisme des États et des instances internationales (Nations unies, Union européenne...).

Si nous voulons que l'année 2018 signifie autre chose qu'une commémoration au goût décidément trop amer nous devons, partout où c'est possible, multiplier les initiatives de solidarité avec la Palestine résistante sans jamais oublier de mettre en avant la question fondamentale des réfugiés.

À nous de faire sorte que les mots justice et solidarité résonnent bien fort tout au long de cette année.



Une gigantesque clé, symbole du droit au retour des réfugiés, surplombe l'entrée du camp de Aida, partiellement encerclé par le mur d'annexion, à deux kilomètres du centre de Bethléem.

1917  
48  
2018  
**JUSTICE POUR LA  
PALESTINE**



# EN CIBLANT L'UNRWA TRUMP S'ATTAQUE AUX DROITS DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

Démenties puis confirmées par le Département d'État américain, les annonces de Donald Trump concernant le gel de la contribution des USA au budget de l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens, sont alarmantes. En janvier, seuls 60 millions de dollars (sur les 125 millions programmés) ont été décaissés. Son commissaire général Pierre Krahenbühl a estimé que cela devrait permettre à l'Agence d'assurer ses activités au moins à court terme. Quel est l'impact de ces menaces et comment les interpréter ?

**L**E PRÉSIDENT Donald Trump a annoncé début janvier 2018 qu'il allait geler la contribution américaine à l'UNRWA – l'organisme onusien chargé de l'aide aux réfugiés palestiniens – au motif que l'Autorité palestinienne refuse de reprendre les négociations de paix. À Davos le 25 janvier, lors du Forum économique mondial, il a réitéré sa menace.

## Le financement de l'UNRWA

Conformément à la résolution 302 IV du 8 décembre 1949 portant création de l'UNRWA, les programmes en faveur des réfugiés sont financés pour l'essentiel par les contributions volontaires des États membres et non membres, ainsi que par des donateurs privés. Ces fonds sont affectés à un « budget programme » qui permet d'assurer les services récurrents (éducation, santé, infrastructures de base...), et à des programmes humanitaires d'urgence. Les USA sont les premiers contributeurs, suivis par l'Union européenne. En 2017, les USA ont versé un montant global de 364,265 millions de dollars et l'UE de 143,137 millions, soit respectivement 33 % et 12 % du budget total de plus de 1 milliard de dollars.<sup>1</sup>

L'UNRWA connaît un déficit budgétaire chronique, dû à l'obligation de répondre aux besoins croissants des réfugiés toujours plus nombreux et toujours plus exposés (Palestiniens de Syrie déplacés ou réfugiés au Liban et en Jordanie, blocus de la Bande de Gaza...), tandis que les versements des donateurs stagnent ou régressent.

Cette situation financière est parfaitement connue et jugée extrêmement préoccupante par tous les acteurs et observateurs. Son commissaire général Pierre Krahenbühl ne cesse d'aler-



ter la communauté internationale et se voit dans l'obligation de lancer régulièrement des appels à contributions supplémentaires. Le groupe de travail de l'ONU chargé d'étudier le financement de l'Agence, s'il prend acte des mesures prises et l'exhorte à poursuivre ses réformes pour améliorer son efficacité, souligne l'ampleur des besoins et propose différentes mesures qui impliquent les États et tendent à élargir le cercle des bailleurs de fonds.<sup>2</sup>

## La plus grave crise financière de son histoire

Dès avant la décision de Trump, les effets de la crise financière se faisaient sentir. Ainsi en 2017, dans le camp de Jénine, en Cisjordanie, l'UNRWA a fermé une école et transféré les élèves dans une autre ; résultat : plus de 45 élèves par classe ! Dans le camp de Nahr el-Bared, au Liban, l'aide au paiement du loyer, 150 dollars mensuels versés aux familles dont la maison n'est pas encore reconstruite après les destructions de 2007, a été supprimée. On peut craindre que les fermetures d'écoles se poursuivent, voire celle d'hôpitaux. Autre conséquence : l'emploi de ses 30 000 agents, Palestiniens pour la plupart, risque d'être menacé, dans un contexte de chômage massif.

Des milliers d'enseignants, de professionnels de la santé et d'autres sec-

teurs, employés par l'UNRWA, se sont rassemblés le 29 janvier dans Gaza-ville pour protester contre le gel de l'aide américaine. De nombreuses voix se sont élevées pour souligner, avec raison, les réelles menaces qui pèsent sur l'UNRWA et leurs effets gravissimes sur la population palestinienne réfugiée, la plus vulnérable.

L'administration américaine justifie la décision prise par son président en invoquant l'indispensable réforme du fonctionnement et du financement de l'organisme onusien. Mais cela ne saurait dissimuler les véritables objectifs poursuivis, en rupture avec des années de diplomatie américaine.

## Trump-Netanyahu : en finir avec l'UNRWA...

Ce couperet de Trump intervient dans le contexte particulièrement tendu par sa décision de reconnaître Jérusalem capitale d'Israël, suivie par la déclaration du secrétaire général de l'OLP Saëb Erakat de ne plus accepter des États-Unis un rôle de médiateur.

En réalité, il s'agit bien d'un nouveau coup de boutoir contre l'institution elle-même, pour tenter de faire disparaître la question des réfugiés palestiniens. En ciblant le fonctionnement d'un organisme onusien – unique en son genre puisque créé pour une population réfugiée spécifique – Trump remet en

cause son existence même et la pertinence de son maintien. Il apporte ainsi un soutien attendu au Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, qui qualifie depuis longtemps l'UNRWA d'agence « anti-israélienne ». Il a réitéré le 7 janvier son appel à la démanteler, au prétexte qu'elle fait « partie du passé » et « perpétue le problème des réfugiés palestiniens. Elle perpétue également l'histoire du droit au retour pour les Palestiniens, dont l'objectif est en fait l'élimination de l'État d'Israël. » Selon lui, « cela crée une situation où il y a des arrière-petits-enfants de réfugiés, qui ne sont pas des réfugiés mais sont aidés par cette organisation. Et 70 années de plus passeront et il y aura encore des arrière-arrière-petits-enfants. Donc cette situation absurde doit cesser. »

### ... et le droit au retour des réfugiés

Ces propos récurrents, visant à dissoudre l'UNRWA pour confier la protection des réfugiés palestiniens au HCR, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ont clairement un seul but : faire disparaître le statut de réfugié palestinien, remettre en cause la transmissibilité de ce statut aux générations suivantes, et enfin supprimer la question du droit au retour dans les éventuelles négociations.

Or, en application de la résolution 194 III, le mandat de l'UNRWA, organisme temporaire mais régulièrement renouvelé depuis décembre 1949, ne devra prendre fin qu'avec le règlement définitif du sort des réfugiés. Ce qui renvoie à leur droit au retour et à

leur droit à compensation. L'enjeu est donc politique et mérite la vigilance des États pour préserver l'existence de l'UNRWA. Chris Gunness, son porte-parole, a rappelé que « ce qui perpétue la crise des réfugiés est l'échec des parties (en conflit) à mettre fin à cette situation ». Ajoutant : « Ceci nécessite d'être résolu dans le contexte de négociations de paix, basées sur les résolutions de l'ONU et le droit international, et requiert un engagement actif de la communauté internationale ».

En 1993, les accords d'Oslo avaient relégué la question des droits des réfugiés, fondamentale pour le peuple palestinien, à des « négociations ultérieures » qui, vingt-cinq ans plus tard, ne sont plus à l'ordre du jour. Ce qui permet l'actuelle offensive du couple Trump/Netanyahu.

### Quel rôle l'Union européenne et la France peuvent-elles jouer ?

L'UE et ses États membres contributeurs constituent, ensemble, le premier bailleur de fonds si on additionne les montants versés (42% du budget total en 2017), mais n'ont pas de stratégie commune. « En accordant une aide en faveur des réfugiés palestiniens, l'UE souhaite avant tout couvrir leurs besoins fondamentaux de développement et dans le domaine humanitaire jusqu'à ce que l'on trouve une solution juste, équitable et concertée à la question des réfugiés. Dans l'interval, il est capital que l'UNRWA soit en mesure de continuer à assurer les services fondamentaux qu'il fournit »,

déclarait en 2011 Catherine Ashton, alors Haute Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et vice-présidente de la Commission européenne.

Modeste donateur (18<sup>e</sup> rang en 2017), l'État français est depuis 1949 membre du comité consultatif de l'UNRWA. Il est donc bien au fait du problème. Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères assurait le 17 janvier : « La France réitère son soutien à l'UNRWA et encourage ses partenaires à rester mobilisés pour permettre de poursuivre ses missions. La France est prête à prendre toute sa part dans les efforts nécessaires pour relancer une dynamique crédible en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien ».

Ces propos diplomatiques, qu'ils émanent de l'UE ou de la France, ne sont toujours pas suivis d'actes forts et courageux. Le moment est pourtant venu de ne plus se cacher derrière des mots mais d'agir concrètement pour créer les conditions d'une paix juste et durable fondée sur le droit et sur les résolutions de l'ONU – dont la résolution 194. Cela passe par un engagement financier auprès de l'UNRWA, au-delà d'une « rallonge » ponctuelle<sup>3</sup>, mais aussi par la reconnaissance de l'État palestinien et la réalisation des droits des réfugiés.

Odile KADOURA

1. [www.unrwa.org/sites/default/files/top\_20\_donors\_overall\_2017.pdf]
2. Rapport du groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA, adopté lors de la 70<sup>e</sup> session de l'AG de l'ONU, le 15 septembre 2015.
3. Federica Mogherini a promis 42,5 millions d'euros le 31 janvier à Bruxelles.

PAGE DE GAUCHE.  
« La dignité n'a pas de prix ». Communication de UNRWA pour sa campagne de levée de fonds, en janvier 2018.

CI-CONTRE.  
Manifestation de milliers d'employés de l'UNRWA le 29 janvier dans la Bande de Gaza. Les écoles, les cliniques et les centres de distribution de nourriture sont restés fermés une partie de la journée.



Quand les médias parlent des Palestiniens, c'est généralement en termes de politique et de nombre – combien de personnes tuées, blessées, sans abri ou dépendantes de l'aide. Ce que les chiffres ne véhiculent pas, ce sont les luttes et les victoires personnelles quotidiennes, les larmes et les rires, les aspirations si universelles que, si ce n'était le contexte, elles résonneraient immédiatement pour tout le monde.

C'est pourquoi des « artistes du mot » du monde entier se sont joints à de jeunes blogueurs vivant au Liban, en Cisjordanie, mais pour l'essentiel à Gaza, pour créer *We Are Not Numbers* (*Nous ne sommes pas des chiffres*). Fondée début 2015, cette plateforme conçue par la journaliste américaine Pam Bailey, réalisée avec le soutien logistique de l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme présidé par Ramy Abdu, permet à de jeunes Palestiniens de raconter et partager, en anglais, leurs histoires de vie. Près de 170 personnes participent au projet, dont 70 % de filles. À l'été 2016, Pam Bailey a été arrêtée à l'aéroport de Tel-Aviv et expulsée, avec une interdiction d'entrée en Israël de dix ans. Les livres qu'elle transportait pour un groupe de jeunes ont disparu. Elle poursuit le projet à distance.

*We Are Not Numbers* est partenaire de la Flottille de la Liberté 2018.

Nous publions ici la traduction de la contribution de Duaa Ardat. Elle a 28 ans, est titulaire d'un diplôme d'enseignante en plus d'une licence de littérature anglaise. Depuis six ans, elle enseigne dans une école de l'UNRWA du camp de réfugiés de Ein El-Hilweh, au Liban. Elle partage son temps libre entre randonnées au grand air et volontariat auprès des enfants du camp.

[<https://wearenotnumbers.org>]

## THE BLUE ID

DEPUIS que je suis née, je suis condamnée à être « réfugiée », identifiée par la « blue ID », cette carte d'identité qui classifie son détenteur comme apatride. Être un réfugié palestinien signifie que la couleur bleue vous suit toute votre vie.

Quand j'étais bébé puis enfant, j'ai eu besoin de vaccinations, bien sûr. Ma mère m'a emmenée au centre médical UNRWA du camp de Ein El-Hilweh (au Liban), où j'ai grandi. L'UNRWA est l'agence de l'ONU chargée de fournir des services aux 5 millions et demi de réfugiés palestiniens dispersés partout en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza, au Liban, en Jordanie et en Syrie. Là, c'était comme si tout le monde et toutes les choses avaient été parés de bleu. Comme petite fille, j'avais très envie d'un peu de rose.

Puis ce fut le temps de l'école. Mon papa a pris ma « blue ID » pour m'inscrire à l'école primaire Rafidia de l'UNRWA. La couleur bleue m'a accueillie de nouveau. Elle m'a accompagnée jusqu'à ce que j'aie terminé ses études au collège d'enseignement général Bissan, dans le camp de Ein El-Hilweh. J'ai obtenu des résultats assez bons pour me permettre d'intégrer quelle université – si ce n'avait été cette « blue ID ». Être réfugié palestinien signifie qu'il y a plus de 20 professions différentes que l'on ne peut pas exercer au Liban à l'extérieur des camps, dont la médecine, la pharmacie, le droit, et le métier d'ingénieur.

Alors j'ai étudié au Centre de formation Siblín, avec son logo bleu sur



Duaa Ardat a fait sienne cette parole de Nelson Mandela : « L'éducation est l'arme la plus puissante que nous pouvons utiliser pour changer le monde. »

sa grande porte bleue, et j'ai obtenu un diplôme d'enseignante d'anglais, croyant qu'ainsi je pourrais décrocher un bon travail. Mais le seul poste que j'ai pu trouver a été à l'UNRWA. Aussi me voilà de retour là où j'ai commencé, une école de l'UNRWA, cette fois comme professeur. Pendant quelques temps, j'ai pensé que cette maudite couleur bleue serait, pour la première fois, une bénédiction. J'ai pensé que c'était une chance d'instruire et de servir mes étudiants, qui subissent ce que je subis.

Cependant mes étudiants, qui vivent dans les camps de Saïda, de Tyr et de Beyrouth, me confient beaucoup d'histoires malheureuses. Parfois je fonde en larmes. Je veux que leurs vies soient différentes, donc j'essaie d'être positive et de les encourager à réaliser leurs rêves, quel qu'en soit le prix.

Notre défi est de revendiquer la couleur bleue et d'en faire une nuance dont nous soyons fiers. Être réfugié n'est pas notre choix et ne le sera jamais. Qu'est-ce qui ne va pas avec le bleu ? Le ciel et la mer sont bleus et ils sont symboles de liberté. Personnellement, je lutterai pour mes rêves, m'accrocherai à eux et ne perdrai jamais l'espoir. Ce n'est pas la couleur qui compte, mais d'avoir une possibilité pour une vie qui ait un sens. Traiter les détenteurs de « blue ID », les apatrides, comme des problèmes, là est le problème. Nous sommes tous humains, peu importe la couleur de notre carte d'identité.

Duaa Ardat, 17 juin 2016



Le 21 décembre 2017, le Comité de dialogue libano-palestinien, en présence de l'administration centrale libanaise des statistiques, et le Bureau central palestinien des statistiques ont organisé une cérémonie pour présenter les conclusions du premier recensement des réfugiés palestiniens au Liban. Les résultats annoncés, très en deçà des chiffres qui circulent depuis des années, ont beaucoup surpris et soulèvent de nombreuses questions.



Le camp de Borj al-Barajneh, où vivent plus de 174 000 réfugiés palestiniens. Photo Anwar Amro/AFP.

## STUPÉFACTION ET QUESTIONNEMENTS APRÈS LA PUBLICATION DES RÉSULTATS DU RECENSEMENT DES RÉFUGIÉS PALESTINIENS AU LIBAN

**N**OUS AVIONS présenté cette opération de recensement des réfugiés palestiniens au Liban dans notre précédent bulletin et fait état de ses possibles implications. Ses résultats<sup>1</sup> en ont surpris plus d'un : le nombre de réfugiés palestiniens vivant dans les camps et regroupements s'élèverait à 174 422. Les médias se sont emparé de cette information, en particulier la presse occidentale. Ces chiffres, très en deçà de tous ceux qui circulent depuis des années, qu'ils proviennent des institutions nationales libanaises ou de l'UNRWA, soulèvent de nombreuses questions, à la fois sur le recensement lui-même mais également d'ordre politique.

Comme lors du lancement du projet en février 2017, la communication de clôture a été présidée par le chef du gouvernement libanais Saad Hariri. Il s'est félicité de sa réalisation

tout en promettant que ses résultats permettront une meilleure prise en charge des besoins des réfugiés palestiniens et la réalisation de leurs droits sociaux et économiques dans le cadre de la Constitution. Il assure qu'« un tel recensement n'est pas une porte ouverte vers l'implantation de ces Palestiniens, ni une quelconque atteinte à leur droit de retour à leurs terres ».<sup>2</sup>

### Les chiffres

Un millier d'enquêteurs a réalisé un recensement dans les 12 camps de réfugiés et dans 156 regroupements<sup>3</sup> en l'espace de deux semaines, du 17 au 31 juillet 2017. Le groupe particulièrement ciblé par cette opération englobe les réfugiés palestiniens de la Nakba (1947-49) et leurs descendants, mais aussi ceux de la Naksa (1967) et ceux qui sont arrivés plus tard. Les autres habitants, en particulier les Palesti-

niens de Syrie et les Syriens établis dans les camps et les regroupements, ont également été comptés. Les données recueillies portent sur l'état civil, la composition des familles, le niveau d'éducation, la qualification professionnelle, l'emploi, les conditions de logement, etc.

97,7 % des habitants, toutes composantes confondues, auraient été concernés par cette opération, ce qui correspondrait à 237 605 personnes, incluant celles non jointes (2,3 %) et celles opposant un refus (3,3 %)<sup>4</sup>. Selon le tableau ci-contre, qui en donne les données chiffrées, 73,6 % sont des réfugiés palestiniens du Liban. Les camps n'abriteraient qu'un peu plus de 121 000 habitants toutes catégories confondues. Quant aux réfugiés palestiniens de Syrie, leur nombre est bien

(Tableau extrait de la plaquette publiée en arabe des résultats du recensement et traduit.)

Nationalité des individus	Camps	Regroupements jouxtant les camps	Autres regroupements	TOTAL
Palestiniens réfugiés au Liban	78 897	37 652	57 874	174 422
Palestiniens réfugiés de Syrie	8 957	4 322	5 322	18 601
Libanais	4 357	1 407	7 068	12 832
Syriens	28 314	708	1 347	30 368
Autres	641	132	617	1 390
<b>TOTAL</b>	<b>121 166</b>	<b>44 221</b>	<b>72 227</b>	<b>237 614</b>

1. Pour les détails voir le fascicule des résultats du recensement sur le site de la Commission du dialogue palestino-libanais, en anglais [<http://www.lpdc.gov.lb/DocumentFiles/pdfresizer.com-pdf-resize-636535943692031425.pdf>] et en arabe [<http://www.lpdc.gov.lb/>]

2. [<https://www.lorientlejour.com/article/1090855/le-nombre-de-palestiniens-au-liban-nexcede-pas-les-174-422-personnes.html>]

3. Selon la définition du regroupement adoptée lors de ce recensement, celui-ci est situé soit en lisière du camp soit indépendamment de celui-ci, près de villages par exemple, et comporte au moins 15 familles. Fascicule des résultats du recensement, page 13.

4. La vérification des données publiées dans le fascicule fait apparaître certaines imprécisions et incohérences qui ne peuvent être détaillées dans le cadre de ce texte.

en deçà de celui de 45 000 habituellement cité qui, pour la plupart, auraient trouvé refuge dans les camps.

Selon les conclusions de l'enquête, 45 % des réfugiés palestiniens vivraient dans les camps, les autres dans les regroupements. La répartition géographique est également révélatrice. Alors que 35,8 % vivent dans la région de Saïda, ils ne sont que 13,4 % dans celle de Beyrouth et 25 % dans le Nord du pays.

Pour ce qui est du nombre d'habitants par camp, nous ne relevons que celui qui concerne les réfugiés palestiniens du Liban dans quelques uns d'entre eux : des 14 000 habitants de Chatila seuls un peu plus de 4 100 appartiennent à ce groupe, les autres sont majoritairement Syriens. Ain el-Hilweh en abriterait 18 763, Nahr el-Bared tout comme Borj el-Barajneh et Borj Ash-Shamali chacun entre 8 000 et 8 200, Rashidiye près de 8 650, et Wavel 1 400. Tandis que, dans la plupart des camps, la proportion de réfugiés palestiniens du Liban oscille entre 65 % (Wavel) et 90 % (Rashidiye), elle ne dépasse pas 45 % à Borj el-Barajneh, Dbayeh et Mar Ilyas, alors qu'à Chatila elle est en dessous de 30 %.

Les autres résultats sont tout aussi intéressants. La taille des familles n'est pas aussi importante que supposé puisque près de 19 % d'entre elles sont composées de 4 membres, 17 % de 5 membres et 12 % de 6 membres. La pyramide d'âge comporte 15 % de jeunes entre 25 et 34 ans, 12 % entre 35 et 44 ans, 12 % entre 45 et 54 ans, et moins de 40 % ont moins de 20 ans. Le taux d'analphabétisme s'élève à 7,2 %, mais 93,6 % des enfants de 3 à 13 ans sont scolarisés. Le chômage atteint 56 % dans la tranche des 15 à 19 ans,

*Dans le camp de Borj el-Barajneh, août 2017. Photo Chloé Sharrock, CIRIC.*



28,5 % des 20-29 ans, par contre seulement 11,2 % des 30-44 ans et 9 % des plus âgés.

### Interprétations et perspectives

De nombreux observateurs sont restés pantois devant le nombre de réfugiés palestiniens du Liban, se demandant s'il était vraiment fiable tant l'écart est important avec celui habituellement énoncé et par les ministères libanais et par l'UNRWA. Il faut pourtant en relativiser la validité en raison notamment du manque de précisions. Les endroits recensés ne sont pas soigneusement délimités ; les réfugiés palestiniens installés dans les villes libanaises n'ont pas été pris en compte ; et peut-on avoir la certitude que le nombre de personnes n'ayant pas été touchées par cette opération ne dépasse pas les 3,3 % ? Certains endroits des camps sont difficiles d'accès, et la méfiance des réfugiés vis à vis de ce genre d'opération reste certainement grande.

Si jusqu'à présent les différentes institutions ne se sont pas entendues sur un décompte commun, il faut rappeler que ne sont pas enregistrés par

l'UNRWA les réfugiés arrivés en 1967 ou plus tard. L'Office onusien précisait fin 2017 que, des 500 000 personnes de son registre officiel, entre 260 000 à 280 000 vivent encore au Liban. L'écart entre ce nombre et celui du recensement pourrait être comblé par des départs récents, mais également parce que beaucoup n'habitent plus les endroits indiqués lors de leur inscription et ne l'ont pas signalé.

Quels que soient les chiffres – il est fort à parier que la bataille perdrera – les résultats ont surtout provoqué des questionnements à propos de la date à laquelle ils ont été annoncés et des objectifs politiques poursuivis par le gouvernement libanais mais aussi par les autres acteurs régionaux et internationaux. L'absence de réaction du ministère de l'Intérieur et de milieux hostiles à la présence des Palestiniens, qui ont tendance à exagérer leur nombre, a surpris et soulève à nouveau le débat autour d'une possible manœuvre en vue d'un règlement local, régional et international de la question palestinienne.<sup>5</sup>

Nous nous faisons l'écho, dans le bulletin n° 7 (été 2017), des appréhensions de ceux qui craignaient que ce recensement soit un des moyens de liquider la question palestinienne. Avec la parution des résultats les inquiétudes se sont multipliées. Certains commentateurs pensent que le Liban serait contraint d'assimiler une partie des réfugiés, en échange d'une stabilité politique et économique et de la possibilité d'exploiter ses ressources pétrolières, bien qu'une telle politique soit contraire à sa Constitution.

Le discours du président Donald Trump en septembre dernier devant l'ONU, qui préconisait l'installation



*Dans le camp de Borj el-Barajneh, décembre 2017. Photo AFP.*

des réfugiés dans leurs pays d'origine ou dans les pays proches où ils ont trouvé refuge, a fait réagir le président libanais Michel Aoun, opposé à ce projet. Or, dans les faits, le gouvernement a déjà par le passé octroyé la nationalité libanaise à environ 70 000 Palestiniens.<sup>6</sup> La nouvelle donne soulève donc pour de nombreux Palestiniens la question de l'abandon par le pays hôte du droit au retour.

### La question du statut

Ces craintes sont renforcées par les propos de personnalités politiques qui, à l'instar du conseiller de la commission palestinienne Ziyad Sabegh, ont déclaré que le nombre de réfugiés palestiniens révélé par le recensement est « l'un des chiffres que les négociations bilatérales palestinienne-israéliennes auraient fixé pour le retour de réfugiés palestiniens du Liban vers l'État de Palestine ou les territoires occupés en 1948 ».<sup>7</sup> Le ministre Walid Jumblat va dans le même sens quand il se demande si cette opération a pour but d'abandonner le « mythe du retour » et, par là même, la renonciation à ce droit.<sup>8</sup> D'autres commentent la concomitance de l'annonce des résultats du recensement et la décision états-unienne de geler une partie de sa contribution à l'UNRWA. Dans quelle mesure les États donateurs ne se permettent-ils pas, dorénavant, de réduire leurs aides et d'exiger de l'État libanais la prise en charge de ces réfugiés ? Selon cette approche, il n'y aurait plus de véritables raisons pour ne pas les intégrer dans le marché du travail libanais. D'aucuns craignent qu'il ne s'agisse d'une menace de plus sur l'Office onusien, témoin de la présence des réfugiés palestiniens depuis plus de sept décennies, et que beaucoup aimeraient voir disparaître.

Dans les mois prochains il sera certainement plus aisé d'interpréter l'impact de ce recensement et ses conséquences sur la population palestinienne du Liban. Il faut espérer que les promesses faites par Saad Hariri ne resteront pas lettres mortes.

**Salima MELLAH**

5. [www.al-akhbar.com/node/288751](http://www.al-akhbar.com/node/288751) (en arabe et anglais)

6. [www.albayanlebanon.com/new/article.php?IssueAr=493&id=23873&idC=4](http://www.albayanlebanon.com/new/article.php?IssueAr=493&id=23873&idC=4) (en arabe)

7. [www.al-binaa.com/archives/article/181087](http://www.al-binaa.com/archives/article/181087) (en arabe)

8. *Ibidem*.

GL aux côtés des réfugiés

En octobre dernier, le GT-Réfujiés a sollicité les groupes locaux de l'AFPS engagés dans la solidarité directe avec des réfugiés palestiniens, en Palestine ou dans les pays voisins, ou ayant en projet de le faire. Il s'agissait de connaître vos besoins et de fournir des outils pour cette année particulière de la Nakba. Plusieurs ont répondu. Le bulletin se fait et se fera l'écho des activités développées, les expériences pouvant servir à tous. Evry Palestine retrace ici l'historique et les objectifs du projet développé, avec la participation de plusieurs GL, au camp de Khan Younis.



## BANDE DE GAZA. LA LUDOTHÈQUE DU CAMP DE RÉFUGIÉS DE KHAN YOUNIS

ÉVRY PALESTINE a tissé des liens très forts avec le camp de réfugiés de Khan Younis. L'association est en effet à l'origine du jumelage/accord de coopération<sup>1</sup> noué en 1999 entre la ville d'Évry et ce camp qui s'étend, au sud de la Bande Gaza, sur environ deux kilomètres-carré et compte plus de 65 000 habitants (réfugiés de 1948 et leurs descendants).

Dans ce cadre, Évry Palestine avait déjà mené plusieurs projets et, en 2011, obtenu du Conseil départemental de l'Essonne un financement d'une durée de deux ans pour mettre sur pied un centre d'animation pour les enfants, avec l'association Les Enfants, le jeu et l'éducation (EJE), une ONG de Bethléem, comme partenaire technique. Avec EJE, le Comité populaire du camp et le Centre sportif des jeunes (fournisseur des locaux) une convention a été signée en mars 2013. Deux mois plus tard, une mission d'Évry Palestine avait pu se rendre sur place et assister aux débuts de la ludothèque.

En 2015, l'association EJE a souhaité se désinvestir du projet car elle avait peu de liens avec Gaza et avait aban-

donné le portage de projets similaires en Cisjordanie. Pour la remplacer, nous avons passé un accord avec Nawa for Culture and Arts Association. Structure de référence dans la bande de Gaza, Nawa fait déjà un beau travail à Deir El Balah, camp proche un peu au nord de Khan Younis. Sa directrice, Reem Abu Jaber, est une personnalité reconnue pour ses compétences en matière éducative.

Dans le cadre d'une convention de deux ans, une nouvelle organisation s'est mise en place en mai 2015, avec trois professionnelles de l'animation et de la psychologie de l'enfant, employées et supervisées par Nawa. Cette convention a été reconduite pour deux années supplémentaires, soit jusqu'en avril 2019.

### Les objectifs du projet

La ludothèque du camp de Khan Younis accueille gratuitement, du samedi au mercredi, sur le principe de la mixité, plus de 100 garçons et filles entre 6 et 14 ans, originaires du camp, ainsi que leurs familles. Et plus du double lors des vacances scolaires !

Le premier des quatre objectifs du projet est d'améliorer le bien-être des enfants, par un programme psycho-social appuyé sur des activités culturelles et artistiques. Outre les propositions traditionnelles d'une ludothèque, autour de jeux de table et de plein air qui permettent de développer l'autonomie, la ténacité et l'esprit de coopération, les enfants peuvent s'adonner aux arts plastiques. C'est une de leurs activités préférées, par laquelle ils expriment leur représentation du monde et acquièrent estime de soi et confiance.

En complément, une bibliothèque a été créée afin de développer le goût de la lecture, l'imaginaire, l'esprit critique et les capacités d'expression orale. Les plus fragiles des enfants bénéficient d'un soutien psychologique pour remédier à divers problèmes comportementaux diagnostiqués lors des séances. L'équipe de la ludothèque met aussi en place des activités visant à renforcer la connaissance et la conservation du patrimoine palestinien (pratique du dabke, écoute et lecture de contes, préparation et dégustation de plats traditionnels, cours de broderie...).

Un second objectif est d'accompagner les familles dans leurs relations avec leurs enfants, grâce à un programme d'éducation à la parentalité. Des séances hebdomadaires conduites par la psychologue visent à renforcer les échanges parents/enfants, et à fournir aux adultes des pistes pour régler les conflits. Des conseils sont prodigués sur l'alimentation, l'hygiène de vie et le bien-être physique des enfants.

Troisième objectif, établir un réseau entre la ludothèque, les écoles de Khan Younis et des associations socio-culturelles locales, afin de créer un espace de rencontres interactives autour d'apprentissages et de loisirs. La ludothèque a reçu la visite d'élèves de l'école primaire de la ville en sortie pédagogique. Ils ont pu prendre part aux activités sous la conduite des animatrices. Des rencontres entre les enfants



de Khan Younis et ceux du centre de loisirs de Nawa, situé à Deir El Balah, ont été organisées.

Un dernier objectif est d'apporter une aide aux enfants en difficulté scolaire, notamment en ce qui concerne la maîtrise de la langue écrite et parlée. Un « programme ABC » a été initié en octobre 2017, en coordination avec les enseignants des écoles de l'UNWRA chargés de repérer les enfants en difficulté. Il s'appuie sur la méthode allemande Waldorf Steiner.

L'entrée dans la Bande de Gaza est actuellement pratiquement impossible et nous n'avons pas réussi à obtenir l'autorisation de nous rendre sur place pour constater l'avancée du projet dans sa nouvelle configuration. Mais un compte rendu d'activité, ainsi qu'un état financier, nous sont adressés chaque mois par l'équipe de Nawa.<sup>2</sup> La ludothèque possède une page Facebook, « Play library Evry Palestine », sur laquelle sont publiées des photos des activités ainsi que des vidéos tournées par l'équipe.

### Appel à contribution au projet

Le budget du projet tourne autour de 30 000 euros par an. Pour le mener à bien, des groupes locaux de l'AFPS – Metz, Saint-Malo, Thionville, Caen, Paris 14-6 et Ardèche-Drôme – s'y sont progressivement associés. En 2017, une partie du financement provenait d'une subvention de la CCAS des Industries électrique et gazière, et nous avons demandé son renouvellement pour 2018. Une subvention ponctuelle, sur

appel à projet, nous a été accordée par le Conseil départemental de l'Essonne.

En 2015, la ludothèque avait bénéficié d'une belle initiative de la part de l'association AVEC de Vandœuvre, dans la banlieue de Nancy, dont les jeunes bénévoles avaient effectué un chantier éducatif durant les vacances scolaires au profit des enfants de Gaza. En février 2016, une soirée de solidarité avec une Maison de quartier a été l'occasion de sensibiliser la population de la ville d'Évry, tant au niveau des adultes que des plus jeunes. Pour ces derniers, dans le cadre du développement à la solidarité internationale, cette Maison de quartier a décidé d'inscrire à son programme 2017-2018 d'activités périscolaires un atelier de correspondance avec les enfants de la ludothèque.

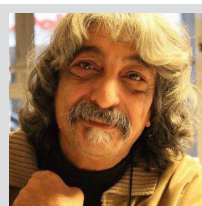
Nous avons renouvelé avec succès cette initiative en décembre 2017 auprès d'une autre Maison de quartier, pour permettre aux Évryens de s'approprier le lien avec Khan Younis, et plus particulièrement pour établir une relation entre les enfants d'Évry et ceux de la ludothèque, par l'intermédiaire cette fois d'échanges de vidéos.

Dans le contexte d'oppression, d'enfermement et de blocus que vit la population de la Bande de Gaza, ce projet avec la jeunesse du camp de réfugiés de Khan Younis est vital. Il a un coût élevé pour notre comité, malgré le soutien de plusieurs groupes locaux. Nous voulons en assurer la pérennité, c'est un appel à contribution, il a plus que jamais besoin de la solidarité de tous..

janvier 2018

### le groupe Projets d'Évry Palestine

[<https://www.evrypalestine.org>]



**NAZIM, NOTRE AMI.** Le 26 janvier nous avons eu l'immense tristesse d'accompagner notre ami Nazim Khalfa, adhérent du GL Centre Bretagne (Finistère), pour un dernier hommage. Réélu au CN de l'Afps par le dernier congrès, il avait aussi choisi de travailler au sein du GT-Réfugiés. Ce choix était logique car, depuis 2001, Nazim multipliait les actions de solidarité avec le camp de El Arroub, situé entre Hébron et Bethléem, et il avait eu un rôle décisif pour qu'en 2010 le jumelage entre Carhaix et le camp soit officiellement signé. Nous renouvelons ici nos condoléances à sa famille et au GL Centre Bretagne. La Palestine résistante vient de perdre l'un de ses plus fidèles amis, et nous aussi.

1. Le « protocole d'amitié » proclamant cet accord porte, au côté de celle de Hind Khoury, alors représentante de la Palestine en France, la signature de ...Manuel Valls. C'était en 2006, il était alors député-maire d'Évry.
2. La synthèse des rapports est accessible à cette adresse : [[www.evrypalestine.org/LUDOTHEQUE/](http://www.evrypalestine.org/LUDOTHEQUE/)]